CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 29 JANVIER 2025 – 9h45

Compte-rendu

Étaient présent.e.s :

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Martin BIDO
- Stephen BONATO
- Eva BRUCATO
- Frédérique DUPERRET
- Stéphanie JAUNAY
- Sylvie LARROQUE
- Stéphane LIBS
- Natacha MAXIN
- Elise MIGNOT
- Pascal ROBIN

Étaient excusé.e.s :

- Paul-Marie CLARET pouvoir à Frédérique DUPERRET
- Sylvain CLOCHARD pouvoir à Frédérique DUPERRET

Y assistaient :

- Béatrice BOURSIER
- Romane PÉRISSÉ

13 administrateur.rice.s sur 13 présent.e.s ou représenté.e.s.

1. Validation du compte-rendu du 04/12/2024

Le compte rendu de la réunion de CA du 4 décembre 2024 est validé à l'unanimité.

2. Prochaine AG 2025

Béatrice Boursier a eu un rendez-vous avec Marc Olry, Bénédicte Thomas et Emmanuelle Dory du SDI, et Anne Pouliquen qui organise les Rencontres du Cinéma Indépendant, afin de préparer la journée du 17 juin. Le programme a été fixé ainsi :

11h : projection d'un film au Louxor pour les adhérent.e.s du SCARE et les inscrits aux Rencontres.

13h : déjeuner du Scare pour les adhérent.e.s, distributeur.rice.s et institutionnel.le.s à proximité du Louxor (brasserie Barbès ?)

14h30 : AG du SCARE en salle 1 du Louxor (en parallèle de l'AG du SDI) (possibilité de les accueillir au Salon s'ils sont moins de 30 participant.e.s).

16h30 : boucle de bande annonces ou film

18h30 : film en ouverture des Rencontres

Les films de la journée seront choisis par le SCARE parmi les sorties à venir de distributeurs du DIRE et du SDI.

Plusieurs alternatives sont évoquées pour le créneau après l'AG : les boucles de bandes annonces pourraient être l'occasion d'intégrer le DIRE aux rencontres, pour faire un mini-congrès des indépendants. Les distributeur.rice.s craignent cependant ne pas avoir suffisamment de boucles prêtes pour mi-juin. La participation du DIRE n'a également pas encore été votée par leur CA.

L'autre possibilité serait de présenter un film, et de présenter le line up d'un.e distributeur.rice en avant séance, comme les RCI le font depuis quelques années afin de laisser de la place aux distributeur.rice.s sans film sélectionné aux rencontres. Un film pourrait également être plus attractif pour les exploitant.e.s.

Pour le déjeuner, un devis va être demandé à la Brasserie Barbès (en face du Louxor) pour privatiser un espace. Une participation sera demandé aux adhérent.e.s (15€) et aux distributeur.rice.s (30€ ?).

Le déjeuner à Cannes est maintenu, et la date de l'AG y sera rappelée. Le SDI a demandé un temps de parole pour annoncer les RCI : les administrateur.rice.s acceptent à condition qu'il soit joint au DIRE. Quant au congrès des exploitants, un temps d'échange avec les adhérent.e.s similaire à celui organisé en 2023, est prévu.

3. Classement Art & Essai // Mise en place des commissions

Une réunion a été organisée le 16 janvier avec tou.te.s les représentant.e.s du SCARE dans les commissions Art et Essai. Le but était de préparer la réunion avec le CNC en amont des commissions, et de déterminer des positions communes et des points de vigilance à avoir sur les nouveaux critères, pendant les commissions.

Lors de la réunion organisée par le CNC, les membres ont eu l'occasion de soulever leurs interrogations ; le CNC n'a pas pu répondre à toutes les questions, le but étant également pour eux de redonner le pouvoir aux commissions dans l'interprétation des critères.

Ce groupe va suivre le déroulé des commissions et rapporter les anomalies constatées pour pouvoir les communiquer au CNC.

Le 15 janvier, le SCARE et l'AFCAE ont échangé sur les points du classement. Les positions étaient partagées par les deux organisations, notamment sur les animations 15-25 ans, qui, dans la notice du classement ne nécessitent pas d'être liées à des films recommandés, ce qui peut entraîner une baisse d'exigence du classement.

Le groupe de travail Dire, Gncr, Acid, Scare et SDI a envoyé un courrier commun à ce sujet au directeur du CNC.

Pour le CNC, il s'agit de pouvoir apprécier des séances de films culte non recommandés à leur sortie, de films sans visa ou des séances hors cinéma (comme le jeu vidéo) dans les animations évaluables. Le CNC ne souhaite pas modifier ce point, ce sera donc le rôle des commissaires d'être vigilant.e.s et d'émettre des positions pour faire jurisprudence sur des animations qui ne rentrent pas dans l'Art et Essai.

4. Engagements de programmation // Diffusion // Réunions CNC

La loi Bacchi devait ancrer les engagements de diffusion dans la loi, votée au Sénat. Depuis la dissolution de l'Assemblée, le projet de loi n'a pas été mis à l'ordre du jour.

Par ailleurs, des réunions ont été engagées au CNC avec les organisations professionnelles sur les engagements de programmation. Elles sont dans l'attente d'un retour de la part du CNC.

Le CNC a également organisé une réunion avec la FNCF, la FNEF, le SDI, le DIRE et la Médiatrice autour des difficultés d'accès aux films et aux salles et les dérives sur les conditions imposées par certain.e.s distributeur.rice.s. Christine Beauchemin-Flot y a participé avec certains membres du bureau de la FNCF.

La discussion était respectueuse mais il est difficile d'avancer concrètement avec un groupe aux réalités et préoccupations si différentes. Le CNC a évoqué la possibilité de faire renaître le comité de concertation du numérique, qui visait à émettre des recommandations avec le concours de la Médiatrice.

5. Election du bureau de la FNCF

La liste présentée par Richard Patry, pour le vote du bureau de la FNCF a été réélue lors du Conseil Fédéral du 23 janvier 2025.

Certains syndicats se sont abstenus.

Il a été demandé de relancer la commission jeunes exploitant.e.s, inactive depuis plusieurs années.

Des tensions ont été exprimées entre la grande exploitation et la petite et la moyenne exploitation : la grande attribue une partie de ses difficultés actuelles de baisse de fréquentation, à une concurrence déloyale de salles associatives ou publiques subventionnées, qui pratiquent des tarifs inférieurs pour des films en sortie nationale et accèdent à l'aide sélective dans des zones suffisamment desservies selon la grande exploitation.

De nombreuses réactions ont été exprimées par des représentants de la petite et moyenne exploitation.

6. Education à l'image

- RDV Archipel des Lucioles

Béatrice Boursier et Stéphane Libs se sont entretenus avec Delphine Lizot, nouvelle déléguée générale de l'Archipel des Lucioles, le 28 janvier. Après plusieurs années de crise de la gouvernance, l'association souhaite reprendre du terrain et être au premier plan pour la défense et la promotion de l'éducation à l'image, aux côtés de la Direction des politiques territoriales du CNC et de la FNCF.

Un des premiers objectifs est la promotion des dispositifs et la revalorisation des acteur.rice.s locaux.les.els constatent la nécessité de bien communiquer sur le rôle des dispositifs dans le renouvellement des publics, dans l'économie des salles et de la filière, l'apport culturel et éducatif auprès des élus et des pouvoirs publics.

Le CNC mène actuellement une enquête chiffrée sur les dispositifs auprès des coordinations, des exploitant.e.s et des spectateur.rice.s. L'Archipel s'appuiera dessus pour communiquer, et mène une enquête qualitative en parallèle. Le SCARE a révoqué le projet de livre blanc de l'éducation à l'image commencé il y a quelques années et mis en pause, qui pourrait être relancé.

Un autre chantier est de réinventer les pratiques des dispositifs, les rendre moins verticales. Le chantier est en cours de réflexion, et des pratiques déjà existantes sont évoquées : par exemple, le fait de laisser les professeur.e.s et les élèves choisir certains films de la sélection (comme dans la région Grand Est). De manière générale, il y a un renouvellement dans les goûts du public, et donc une nécessité de diversifier les genres proposés.

L'Archipel souhaite mieux valoriser le rôle des coordinations locales et des comités de pilotage dans la mise en place des dispositifs, notamment auprès de la FNCF. Les administrateurs s'interrogent sur la commission Education à l'image de la FNCF et de la présence de représentant.e.s du Scare. La commission s'est-elle réunie récemment ?

- UGC / Canopé

UGC a noué un partenariat avec le réseau Canopé, qui est l'organisme de formation des professeur.e.s lié à l'Education nationale, pour proposer des places gratuites aux professeur.e.s. Ce partenariat est contesté du fait de la nature publique de Canopé, qui tisse un partenariat avec des salles non Art et Essai, et qui ne propose aucune forme d'éducation aux images.

De manière générale, UGC souhaite que plusieurs cinémas du groupe intègrent les dispositifs : Lyon, Strasbourg, Lille et Nancy, notamment, alors que l'accueil des classes participant.e.s est déjà assuré par des cinémas indépendants et que leur nombre n'est pas en hausse.

Ce sont les coordinations régionales qui décident de l'entrée de nouvelles salles selon un cahier des charges. Le nombre important de coordinations (de 250 à 300) peut engendrer des disparités d'appréciations pour accepter ou non ces demandes.

Le SCARE souhaite alerter le CNC, les DRAC et les coordinations locales à ce sujet.

Le SCARE va adresser un courrier au CNC pour demander une plus grande rigueur dans le cahier des charges d'intégration de nouveaux cinémas, en priorisant les salles déjà participantes, et en exigeant une évaluation du besoin local de nouvelles salles avant d'en faire entrer de nouvelles.

- Mise en danger des dispositifs

Non seulement la mise en place par le Ministère de l'Éducation Nationale, du guide de remplacement de courte durée, provoque la baisse des inscriptions de classes en rendant très difficile l'inscription des professeur.e.s aux formations et leur venue pour les classes de collège, mais il a été constaté dans certaines régions un désinvestissement de certains coordinateurs représentant l'Éducation Nationale, bénévoles, moins investis que leurs prédécesseurs.

De plus, les difficultés financières des collectivités territoriales réduisent les prises en charge de transports.

Quatre ministres de l'Éducation nationale se sont succédé.e.s en quelques mois, rendant l'identification des interlocuteurs complexe. La FNCF a prévu un rendez-vous avec un conseiller d'Elisabeth Borne.

En parallèle, les professeur.e.s se reposent de plus en plus sur la part collective du Pass Culture : elle leur permet une plus grande liberté dans le choix des films, et ne demande pas aux établissements d'engager des frais. Cependant, en plus de perdre l'accompagnement pédagogique des films, ce système est très fragile : le Pass Culture a été critiqué par la Cour des comptes notamment pour le manque de maîtrise de son budget. Le Pass Culture tout entier pourrait être amené à disparaître ou à être réduit drastiquement, ce qui mettrait gravement en danger les séances scolaires.

7. Questions diverses

- Dossier Europa Cinemas Collaborate to Innovate

Le Café des Images et des salles partenaires souhaitent déposer un dossier de demande de soutien à l'appel Collaborate to Innovate d'Europa Cinémas, pour organiser un tour de France de la data, similaire au Tour de France du Marketing digital, pour sensibiliser les salles de cinéma à l'utilisation des nouveaux outils numériques et faciliter leur communication. Elise Mignot et Béatrice Boursier se sont entretenues avec Europa Cinemas le 21 janvier pour préparer le dossier. Depuis la déléguée générale d'Europa Cinémas, a émis des réserves sur l'accompagnement de ce projet car il s'agit de promouvoir des outils élaborés par le Scare. Elise Mignot doit s'entretenir avec elle.

- Formation agent d'accueil

Louis Merle de Multiciné a exprimé le besoin d'une formation pour les agents d'accueil de ses cinémas, pour apprendre les bonnes attitudes dans l'accueil du public, la gestion des flux et la gestion des conflits. Le SCARE est à la recherche de formateur.rice.s adapté.e.s ; Martin Bidou indique qu'une formation de ce type a eu lieu au Diagonal à Montpellier et a recueilli de bons retours.

- Rendez-vous plateforme Audiodescription

Béatrice Boursier et Romane Périssé ont eu un rendez-vous avec la start-up en charge du développement de la plateforme Audiodescription, lancée par le ministère de la Culture dans le but de recenser les offres culturelles accessibles aux personnes aveugles et malvoyantes. Actuellement, la plateforme se concentre sur le cinéma mais uniquement sur l'offre en VOD et SVOD, car plus facilement répertoriale.

Les interlocuteurs indiquent les difficultés à recenser les séances de cinéma. Le SCARE a proposé d'utiliser son portail pour remonter la programmation des salles, mais l'information y est manquante pour la très grande majorité des cinémas. Les administrateur.rice.s donnent plusieurs explications possibles : les salles ne sont pas forcément équipées pour proposer ces séances, l'information n'est pas communiquée au sein même de l'équipe du cinéma, les logiciels de caisse ne sont pas adaptés pour faire remonter l'information... De manière générale, la disparité des informations sur l'accessibilité rend la communication des salles difficiles. Le SCARE peut déjà prendre contact avec les logiciels de caisses pour faciliter le renseignement de l'information.

De plus en plus de salles s'informent sur l'accessibilité, et les séances accessibles rencontrent un grand succès en favorisant la venue de nouveaux publics en salle. Il serait nécessaire de pousser encore plus à la formation et aux échanges de bonnes pratiques en faveur de l'accessibilité : cela pourrait passer par un atelier aux RCI par exemple.

- Aide à la programmation difficile

Toutes les nouvelles salles sollicitant l'Aide à la Programmation Difficile se voient refuser leur dossier pour des motifs peu cohérents, alors que leurs concurrents en bénéficient. L'enveloppe de cette aide est fermée et l'arrivée de nouveaux entrants réduirait l'aide des salles déjà bénéficiaires. Les critères d'attribution de cette aide sont mal définis et mériteraient d'être rediscutés avec le CNC. C'est un point d'attention à avoir dans les commissions Art et Essai, à rappeler dans le contexte économique de la salle.